



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

PROCÈS-VERBAL N° 83

DEUXIÈME SESSION, QUARANTIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE

DIX HEURES

M^{me} BLADY propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 301 — *Loi modifiant la Fondation dénommée « The Jewish Foundation of Manitoba »/The Jewish Foundation of Manitoba Amendment Act.*

Il s'élève un débat.

M^{mes} BLADY et STEFANSON, M^{me} la *ministre* HOWARD, M. HELWER, M. le *ministre* CHOMIAK, M. GERRARD, M^{me} WIGHT ainsi que MM. FRIESEN et SCHULER interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

M. WHITEHEAD présente la proposition suivante :

Proposition n° 28 : Expériences nutritionnelles effectuées sur les Autochtones

Attendu :

que de 1942 à 1952, le gouvernement fédéral a autorisé la tenue d'expériences nutritionnelles sur les populations autochtones sans qu'elles le sachent ou qu'elles y consentent;

que ces expériences nutritionnelles ont été effectuées dans les pensionnats indiens et les collectivités autochtones partout dans le nord du Canada, y compris les collectivités du nord du Manitoba comme Norway House et Le Pas;

que des documents récemment découverts indiquent que les fonctionnaires du gouvernement canadien étaient au courant de la malnutrition chronique qui sévissait au sein des collectivités autochtones du Nord et qu'ils ont continué malgré tout à priver les enfants et les collectivités de nourriture afin de mener des expériences scientifiques;

que ces expériences contraires à l'éthique constituent une violation fondamentale du lien de confiance existant entre le gouvernement fédéral et les enfants et les collectivités autochtones qui ont été soumis, sans le savoir, à des expérimentations;

que des familles innocentes touchées par les expériences nutritionnelles s'ajoutent aux milliers d'Autochtones qui ont été maltraités tout au long de l'histoire du Canada;

que la Commission de vérité et réconciliation du Canada fait partie de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens et qu'elle a pour mandat d'informer tous les Canadiens de ce qui s'est produit dans les pensionnats indiens afin d'établir des relations fondées sur la compréhension et le respect mutuels entre tous les Canadiens;

que la Commission de vérité et réconciliation du Canada dispose d'un mandat de cinq ans qui expirera le 14 juin 2014 et qu'elle bénéficie du soutien de son Secrétariat,

il est proposé :

que l'Assemblée législative du Manitoba exhorte le gouvernement fédéral à élargir la durée et le mandat de la Commission de vérité et réconciliation au-delà du 14 juin 2014;

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement fédéral à charger la Commission de vérité et réconciliation d'enquêter sur les expériences nutritionnelles et toutes les autres expériences qui ont été effectuées partout au Canada dans de nombreuses collectivités autochtones et pensionnats indiens du Nord et de consulter tous les documents relatifs à ces expériences, pour que les familles puissent continuer à progresser sur la voie difficile de la guérison.

Il s'élève un débat.

M. WHITEHEAD, M^{me} STEFANSON, M. le *ministre* ROBINSON, M. FRIESEN, M. le *ministre* ASHTON ainsi que MM. FRIESEN et PETERSEN interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TREIZE HEURES TRENTE

Présentation et lecture de pétitions :

M. WISHART — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que les ministres provinciaux compétents envisagent de remettre dans l'état où ils se trouvaient avant les inondations le parc provincial Saint-Ambroise et ses points d'accès afin que le parc puisse rouvrir au plus tard pour la saison 2013. (C. Overton, L. Monfonton, R. Jewell et autres)

M. GOERTZEN — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre des Services à la famille et du Travail envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement. (A. Lang, K. Broda, G. Lowry et autres)

M. EWASKO — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que le ministre de l'Infrastructure et des Transports reconnaisse que le piètre état de la route provinciale secondaire 520 entraîne de graves problèmes de sécurité et qu'il envisage d'y remédier en priorisant sa reconstruction. (J. Longley, B. Long, S. Dewick et autres)

M^{me} ROWAT — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre de l'Éducation envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement offerts aux enfants d'âge scolaire et de financer ces services pour les individus atteints de troubles du spectre de l'autisme. (S. Oberten, L. Sheridan, G. Bravo et autres)

M. PEDERSEN — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre des Services à la famille et du Travail envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement. (P. Linklater, L. Oughton, J. Pattison et autres)

M^{me} DRIEDGER — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le gouvernement provincial à ne pas hausser la TVP sans la tenue d'un référendum provincial sur la question. (C. Hiebert, R. Comeau, C. Nykvist et autres)

M. CULLEN — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre des Services à la famille et du Travail envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement. (B. Hodgson, C. Cels, A. Vongnarai et autres)

M. EICHLER — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le gouvernement provincial à ne pas hausser la TVP sans la tenue d'un référendum provincial sur la question. (S. Foss, C. Jones, H. Olsen et autres)

M^{me} STEFANSON — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre de l'Éducation envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement offerts aux enfants d'âge scolaire et de financer ces services pour les individus atteints de troubles du spectre de l'autisme. (E. Eisbrenner, A. Eisbrenner, C. Szun et autres)

M. MAGUIRE — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre des Services à la famille et du Travail envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement. (R. Young, D. Zubert, B. Conna et autres)

M. BRIESE — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre des Services à la famille et du Travail envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement. (D. Jacobson, B. Noxei, J. Loveday et autres)

M^{me} MITCHELSON — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre de l'Éducation envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement offerts aux enfants d'âge scolaire et de financer ces services pour les individus atteints de troubles du spectre de l'autisme. (M. Axelrod, A. Flynn, R. Demenuk et autres)

M. HELWER — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre des Services à la famille et du Travail envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement. (S. Oberten, L. Sheridan, G. Bravo et autres)

M. SCHULER — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre des Services à la famille et du Travail envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement. (R. Taiarol, N. Dueck, L. Stregger et autres)

M. SMOOK — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre de l'Éducation envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement offerts aux enfants d'âge scolaire et de financer ces services pour les individus atteints de troubles du spectre de l'autisme. (T. Cobbett, I. Cottnell, G. Kolt et autres)

M. FRIESEN — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre de l'Éducation envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement offerts aux enfants d'âge scolaire et de financer ces services pour les individus atteints de troubles du spectre de l'autisme. (L. Spitzke, S. Hergesheimer, R. Vandendorpe et autres)

M. GRAYDON — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre des Services à la famille et du Travail envisage d'accorder du financement en vue d'éliminer la liste d'attente actuelle pour les services d'analyse appliquée du comportement. (J. Sitar, R. Monkman, M. Chase et autres)

Conformément au paragraphe 26(1) du *Règlement*, M. PETERSEN, M^{me} ROWAT, M. le *ministre* BJORNSON ainsi que MM. EICHLER et SCHULER font des déclarations de député.

Conformément au paragraphe 31(8) du *Règlement*, la leader du gouvernement à l'Assemblée annonce que la proposition portant sur le soutien de la mission de Malala sera examinée le mardi 6 août 2013.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* SWAN voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 10 — *Loi modifiant la Loi sur les services correctionnels/The Correctional Services Amendment Act*.

Le débat se poursuit.

MM. HELWER et GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* SWAN voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 16 — *Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Justice/The Department of Justice Amendment Act*.

Le débat se poursuit.

MM. HELWER, GERRARD et GOERTZEN interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* SWAN voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 21 — *Loi modifiant le Code de la route (mise en fourrière des véhicules — programme de verrouillage du système de démarrage)/The Highway Traffic Amendment Act (Impoundment of Vehicles — Ignition-Interlock Program)*.

Le débat se poursuit.

MM. HELWER et GERRARD interviennent. Aucun député n'obtient le droit de parole pour la reprise du débat.

La séance est levée à 17 heures, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 13 h 30.

Le président,

Daryl REID